

1. Résumé analytique

Le présent rapport examine le rôle des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales (AL) dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) aux Pays-Bas. Le nouveau programme mondial pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable nécessite une action impliquant diverses parties prenantes, tant sur le territoire national qu'à l'étranger. Cette étude initiée par le Forum politique pour le développement se penche sur les approches multi-parties prenantes nationales susceptibles d'appuyer la mise en œuvre inclusive de ces objectifs. Ses principales conclusions reposent sur des analyses de documents ; des entretiens réalisés avec des représentants d'organisations de la société civile et d'autorités locales, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes ; trois discussions de groupes de réflexion et deux enquêtes en ligne (voir annexes 1 et 2).

Six mois après l'adoption des ODD en septembre 2015, les premières mesures sont prises par un grand nombre d'acteurs divers aux Pays-Bas afin de définir des stratégies concernant la mise en œuvre des ODD. Au lendemain de l'adoption des ODD à New York en présence du premier ministre et du roi des Pays-Bas, le gouvernement national, les OSC, les AL, les syndicats et le secteur privé analysent ce que le nouvel agenda mondial pourrait ou devrait impliquer pour leur rôle et examinent dans quelle mesure ils peuvent contribuer à la réalisation de ces objectifs.

Un certain nombre d'initiatives prometteuses ont été mises en place. Les OSC, les AL et/ou les organisations de coordination, telles que Partos (pour les OSC) et VNG international (l'agence pour la coopération internationale de l'Association des communes néerlandaises, pour les AL), y jouent un rôle important. Il s'agit notamment de l'initiative multi-parties prenantes Global Goals Charter (signée par plus de 70 organisation), du site web Dutch Global Goals (autre initiative multi-parties prenantes), de l'initiative des OSC « Ready for Change » (axée principalement sur la cohérence des politiques et les ODD) et de la Campagne des communes en faveur des objectifs mondiaux (initiative de VNG International).

Des efforts ont été déployés pour identifier les politiques et cadres existants s'inscrivant dans la lignée des ODD. Les analyses des cibles des ODD en matière environnementale menées par l'agence d'évaluation environnementale des Pays-Bas (PBL) en sont un bon exemple. L'office néerlandais des statistiques (CBS) a réfléchi aux moyens à mettre en œuvre pour que le nouvel agenda puisse faire l'objet d'un suivi. En outre, il participe activement à l'élaboration d'indicateurs pour les ODD. Toutes les parties prenantes incluses dans cette étude considèrent que,

pour garantir la mise en œuvre effective et durable de l'agenda, **il est essentiel d'intégrer les ODD aux politiques et mécanismes existants au lieu de mettre en place de nouveaux cadres.**

L'étude montre clairement que les OSC et les AL soutiennent l'agenda des ODD. De nombreuses OSC ont également joué un rôle actif dans le processus de négociation, par exemple à travers les informations fournies au gouvernement. Bien que les ODD viennent tout juste d'être adoptés et que le pays en soit encore au stade de l'analyse des implications du programme et de l'élaboration de stratégies pour sa mise en œuvre, plusieurs OSC et AL ont déjà lancé leurs propres initiatives. De son côté, le gouvernement néerlandais réfléchit à son propre rôle tout en facilitant les initiatives de la société civile, telles que les ententes multi-parties prenantes. Cette approche correspond aussi à une évolution générale aux Pays-Bas connue sous le nom de « **société participative** » (voir encadré 1), dans laquelle le gouvernement national et les gouvernements locaux font de plus en plus office de catalyseurs et de facilitateurs et laissent plus de marge de manœuvre à la société civile.

Le gouvernement national ainsi que les gouvernements locaux et les OSC ne semblent pas favorables à une approche descendante imposant une stratégie centrale pour les OSC, les AL et autres acteurs. Cela étant, les OSC et les AL estiment qu'**il est nécessaire de clarifier le rôle du gouvernement pour montrer qu'il soutient fortement l'accord international et pour déterminer leur propre rôle dans le processus de mise en œuvre.**

L'élaboration de la stratégie nationale de mise en œuvre des ODD relève de la responsabilité du ministère des Affaires étrangères, qui consulte les autres ministères. **Un coordinateur spécial pour la mise en œuvre à l'échelle nationale, ainsi qu'un ambassadeur des objectifs de développement durable, ont été nommés. Des points focaux ont également été mis en place dans chaque ministère.** Dans un avenir proche, cela pourrait permettre à différentes parties prenantes, telles que les OSC et les AL, d'établir un dialogue avec les autorités en charge de la mise en œuvre des parties spécifiques de l'agenda. Jusqu'à présent, la participation de la société civile au processus de mise en œuvre des ODD a été organisée de manière informelle. L'avantage de cette approche est qu'elle accroît la flexibilité et l'efficacité de ce processus déjà long et complexe. L'inconvénient pourrait être que les parties prenantes qui ne participent pas (encore) aux structures de dialogue informelles aient des difficultés à accéder aux informations et aux contacts pertinents.

D'après les personnes interrogées dans le cadre de l'étude, l'un des rôles essentiels du gouvernement et des responsables politiques aux niveaux national et local, ainsi que des organisations sectorielles comme Partos et VNG International, est de **plaider en faveur des ODD** et de manifester pleinement leur soutien à l'égard de l'agenda. Les OSC et les AL estiment en effet que si les principaux acteurs au niveau national n'insistent pas à maintes reprises sur l'importance des ODD et ne donnent pas l'exemple, il sera beaucoup plus difficile pour les acteurs sur le terrain de les intégrer dans leur travail.

Les OSC et les AL néerlandaises perçoivent les ODD comme un **cadre de travail efficace qu'elles peuvent exploiter pour leurs propres actions**. Elles choisissent de ne pas élargir leurs activités qui sont en phase avec le cadre interconnecté des ODD. De nombreuses organisations, déjà surchargées de travail et confrontées à des difficultés financières, choisiront ainsi de s'en tenir à leur priorité actuelle tout en l'adaptant aux ODD. Parallèlement, les OSC sont désireuses de jouer un **rôle de surveillance pour que les gouvernements rendent compte de leurs engagements**. De nombreuses **autorités locales perçoivent l'intégration des enjeux du développement et de la durabilité dans les ODD comme une opportunité car cela leur permet d'inclure ces thèmes dans les politiques et pratiques locales**.

Cette étude montre également que **la réponse aux ODD en dehors du secteur de la coopération au développement est plutôt tiède**. Par exemple, les OSC environnementales à vocation nationale et les autorités locales qui ne mènent pas d'activités internationales n'ont généralement pas connaissance des objectifs et, pour ces acteurs, la pertinence ou la valeur ajoutée des ODD n'est pas forcément évidente. Les participants à l'étude ont estimé qu'il est essentiel d'informer ces acteurs, qui sont susceptibles de contribuer au programme. Néanmoins, l'idée d'assumer ce rôle de communication n'a guère suscité d'enthousiasme parmi les parties prenantes consultées. Ces dernières ont mentionné des organisations et associations sectorielles, telles que le réseau RSE Pays-Bas et VNO-NCW, qui pourraient être en mesure de relever ce défi.

Bien que la mise en œuvre des ODD aux Pays-Bas soit encore à un stade précoce, les premières mesures semblent indiquer qu'une **stratégie de mise en œuvre inclusive** sera adoptée. L'agenda des ODD est en adéquation avec la vision élargie que le gouvernement néerlandais a de la coopération au développement (combinaison de l'aide et du commerce, accent sur la cohérence, etc.). De plus, les liens entre les acteurs néerlandais du développement sont solides et les initiatives de la

société civile par rapport à l'agenda des ODD sont généralement bien accueillies par le gouvernement, et inversement. Le principal défi sera de sensibiliser l'opinion au-delà de la communauté du développement et de mobiliser d'autres acteurs et secteurs autour des ODD. Un autre défi de taille pourrait être lié au fait que les organisations à divers niveaux n'intègrent pas les ODD en tant que cadre de travail holistique et se concentrent davantage sur quelques objectifs en phase avec leurs activités existantes. Comme le montre l'étude, **il faudra du temps pour que les ODD s'enracinent**. Cela s'avère important pour la création d'une culture durable d'appropriation des objectifs parmi de nombreuses parties prenantes. **Il est essentiel d'avoir de fervents défenseurs des ODD au niveau national** pour impliquer plus d'acteurs, mobiliser davantage de soutien en faveur du programme et faciliter les partenariats.

Pour stimuler la mise en œuvre des Objectifs de développement durable aux Pays-Bas, des recommandations ont été formulées à l'attention du gouvernement, notamment :

- Jouer plus explicitement un rôle de coordination dans la mise en œuvre des ODD et continuer à faciliter et à soutenir les accords de collaboration entre différentes parties prenantes afin de favoriser le dialogue et les échanges sur la mise en œuvre inclusive de l'agenda.
- Élargir le leadership politique par rapport à ce programme afin d'impliquer dans les décisions d'autres ministres, en dehors de la ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement (Mme Ploumen). (Certains participants à l'étude ont mentionné les exemples de la Suède et de l'Allemagne où la responsabilité du programme est (devrait être) confiée au premier ministre ou à la « chancellerie »).
- Profiter de la présidence de l'UE pour assumer plus de responsabilités eu égard à l'agenda des ODD.
- Se servir des points focaux mis en place dans les différents ministères pour informer et impliquer des acteurs extérieurs au secteur du développement.
- S'appuyer sur l'ambition de Mme Ploumen de faire du pays un chef de file dans le domaine de la cohérence des politiques, s'appuyer sur l'agenda des ODD pour garantir la cohérence des politiques en faveur du développement (durable). Le pays a déjà une grande expérience en la matière, ce qui en fait un acteur crédible.
- Fixer des objectifs politiques à long terme pour la réalisation des ODD, dans la mesure où l'Agenda 2030 a été adopté.
- Combiner les systèmes de surveillance des instituts de recherche gouvernementaux néerlandais (PBL, CBS, CPB et SCP) pour créer un système de suivi complet pour les ODD.